

La délicate question de la préférence chrétienne

VISAS HUMANITAIRES Plus d'un milliers de Syriens chrétiens amenés en Belgique via les « opérations de sauvetage »

- L'affaire des visas humanitaires pose une question sensible: est-il justifié de privilégier les chrétiens en raison de leur statut de minorité religieuse ?
- Certains politiques en font une évidence, mais les experts en doutent et rappellent la réalité du conflit syrien.

L'affaire des visas tourne autour de deux principales questions. La première – des intermédiaires ont-ils profité de leur rôle pour extorquer de l'argent aux réfugiés syriens ? – est au cœur de l'enquête judiciaire. La seconde – comment éviter qu'un système parallèle hors de tout contrôle ne se développe ? – est le sujet des travaux de la commission parlementaire. Mais à mesure que les auditions se poursuivent s'impose une question de moins en moins périphérique: pourquoi avoir réservé une voie d'accès aux visas humanitaires aux seules minorités chrétiennes ?

Le représentant de Sant Egidio, qui a fait venir 150 réfugiés syriens du Liban et de Syrie, l'a souligné dans les médias, sur-souligné lors des auditions parlementaires: sa communauté, toute chrétienne qu'elle soit, était opposée à ne faire venir que des Syriens chrétiens, comme le demandait le secrétaire de l'État de l'époque. La vulnérabilité et le lien avec la Belgique étaient les critères de sélection prioritaires, a insisté Jan De Volder. Un compromis a finalement été trouvé.

Le Haut-Commissariat aux réfugiés et aux apatrides mène chaque année une évaluation assez précise de la population réfugiée ayant besoin d'être réinstallée. L'organisation refuse de mener une politique de sélection fondée sur l'appartenance religieuse, privilégiant là aussi la « vulnérabilité » de l'individu. Si

l'appartenance à une minorité religieuse peut entrer en ligne de compte, selon le contexte, il ne s'agit pas d'un critère systématiquement pris en compte. Certains profils sont en revanche considérés comme particulièrement exposés, comme les survivants d'actes de tortures, les malades chroniques ou les femmes et filles « en situation à risque » (violences sexuelles). Pour 2018,

l'organisation estimait ce nombre à 1,2 million pour obtenir au final... 55.695 réinstallations, dont 880 en Belgique. Et les besoins vont croissants. Pour 2019, le HCR parle désormais de 1,4 million de personnes vulnérables.

Alors pourquoi cibler spécifiquement les minorités chrétiennes ? L'ancien secrétaire d'État, Theo Francken, s'est appuyé sur deux résolutions du Parlement appelant, pour la dernière adoptée en juillet 2017, à « continuer à donner la priorité à la réinstallation des minorités religieuses les plus vulnérables et directement menacées de poursuites et d'éradication et également de collaborer avec leurs pays d'origine en vue d'une réinstallation durable ». Le texte avait à l'époque obtenu une large majorité, rappelle Peter Luyckx (N-VA), à l'origine de la résolution. Les verts et le SPA avaient tenté de nuancer la note en remplaçant « donner la priorité » par « accorder de l'importance ». Sans succès.

Compléter l'offre de l'ONU

Le HCR refusant de prendre la religion comme critère déterminant, la résolution, écrite sur mesure, justifiait ainsi le maintien d'une voie d'accès parallèle. Autre argument: les opérations menées par Francken visaient spécifiquement des personnes « coincées » en Syrie, hors de portée du HCR qui n'opère qu'après des réfugiés dans les pays limitrophes. Sarah Smeyers d'insister lors des auditions: « Pour les chrétiens syriens, il est presque impossible d'atteindre ces camps. En définitive, (en passant uniquement par le HCR), les visas humanitaires seraient alors essentiellement délivrés à des musulmans syriens issus de camps de réfugiés et ne bénéficieraient plus à des chrétiens syriens retenus en Syrie dans les griffes de l'État islamique.

Invité pour la deuxième série d'auditions – celle des (a priori) bons élèves qui ont développé des opérations plus cadrées – l'ancien ambassadeur Mark Geleyn a longuement décrit la situation « tragique » des chrétiens d'Alep, au moment de la première mission de sauvetage. Sans préciser si l'urgence était toujours d'actualité en 2018 – malgré une question de Monika De Coninck – l'estimé diplomate, par ailleurs très impliqué dans le think tank catholique Logia, a soutenu l'idée qu'un circuit parallèle au HCR, pour chercher des personnes directe-

ment en Syrie, restait nécessaire.

Raccourcis et omissions

Le problème... c'est que la plupart de ces assertions font parfois peu de frais de la situation réelle des chrétiens en Syrie et dans les pays alentours. Ou omettent de prendre en compte la situation des autres communautés (voir ci-contre). Tant en 2015, qu'aujourd'hui, à l'heure où l'État islamique est retranché sur un territoire exigu. Quant aux camps à majorité sunnite auxquels les chrétiens n'auraient pas accès selon Mark Geleyn, ils n'existent pas au Liban, où la population de réfugiés est dispersée dans des campements de fortune et dans les zones urbaines.

« Cibler des groupes particuliers sur base de danger spécifique qui les vise peut être tout à fait pertinent, explique Benjamin Peltier, coordinateur Syrie pour Amnesty International. Protéger les Rohingyas de Birmanie, par exemple, parce qu'ils sont victimes de persécution en raison de leur religion, a du sens. Mais la Syrie, c'est une situation de guerre, tout le monde est en danger. A l'époque où Daesh tenait des zones, oui, les chrétiens étaient plus particulièrement en danger. Mais à l'inverse, les destructions les plus meurtrières, celles de l'aviation du régime, visent spécifiquement les populations sunnites. Appliquer la règle « que les chrétiens » ne se justifie pas. » ■

LORRAINE KIHL

l'expert « Des persécutions mais pas de massacres de chrétiens en Syrie »

Thomas Pierret est actuellement chargé de recherche au CNRS-Iremam, à Aix-en-Provence. Pour ce spécialiste belge de la Syrie, le choix de privilégier les chrétiens repose sur une méconnaissance du conflit.

La guerre en Syrie a-t-elle frappé plus durement les chrétiens ?

Cette idée de massacres de chrétiens ne vient pas de nulle part. Il y avait eu des exactions terribles en Iraq dans les années 2000 avec des attaques qui ciblaient spécifiquement les chrétiens, des attentats suicides contre des églises. Mais pas en Syrie.

De manière générale, on ne peut pas dire que les chrétiens ont été plus exposés que les autres communautés, même en 2015. Il n'y a jamais eu de massacres par Daesh en Syrie mais des persécutions. A Raqqa, quand Daesh est arrivé, la communauté chrétienne s'est vue obligée de payer un impôt ou de partir. La plupart sont d'ailleurs partis. Globalement, dans les régions sous

contrôle de l'EI, ils étaient victimes d'enlèvements pour rançon, de profanations de lieux de culte ou d'expulsion. Toutefois, à l'échelle du conflit dans son ensemble, les chrétiens ne sont pas la communauté religieuse qui a le plus souffert de la guerre : les populations qui ont compté le plus de tués et de déplacés (même proportionnellement à leur nombre) sont les sunnites.

On invoque pourtant souvent la situation des chrétiens à Alep qui a justifié la première opération de sauvetage en 2015.

Les chrétiens y ont souffert, mais certainement pas plus que les autres communautés. Alep a été coupé en deux avec une partie de la ville tenue par le régime à l'ouest, c'est là que vivaient la plupart des chrétiens, et une partie rebelle à l'est, essentiellement peuplée de sunnites. La situation était meilleure à l'ouest, il y a eu beaucoup moins de destructions. Le nombre de morts est moins important aussi.

Privilégier les chrétiens n'était pas justifié ?

Déjà en 2015, j'étais interpellé par le fait que l'opération de sauvetage d'Alep ne vise que des chrétiens. Certes, on peut récolter nombre de témoignages authentiques et sincères de Syriens chrétiens qui vont parler des obus qui tombaient sur leurs quartiers. Mais ces quartiers étaient visés par les rebelles en tant que quartiers tenus par le régime, pas en tant que quartiers chrétiens. Surtout, il ne faut pas oublier que, de l'autre côté de la ligne de front, un déluge de feu dix fois plus important s'abat-tait sur les quartiers rebelles. Le problème, fondamentalement, est que l'on privilégie des communautés dont on pense - peut-être à raison - qu'elles seront potentiellement menacées dans le futur par rapport à des populations - ici, celle d'Alep-Est -, qui, elles, font déjà ce moment l'objet de graves exactions.

Quid de la situation des réfugiés au Liban ?

Il y a deux raisons de penser que la situation des chrétiens est

meilleure. A priori, tous les réfugiés syriens sont susceptibles de trouver des communautés pour les aider. La différence est plutôt politique. Deux des trois forces politiques dominantes au Liban - le Hezbollah et le président Michel Aoun - sont chiites et chrétiennes maronites et toutes deux pro-Assad. Ils perçoivent les réfugiés musulmans sunnites comme une menace potentielle. Le risque est démographique : une modification de l'équilibre confessionnel du Liban pourrait à terme avoir un impact sur les équilibres politiques du pays. Evidemment, ce n'est pas un problème qui se pose pour les réfugiés syriens chrétiens, qui sont beaucoup moins nombreux et qui sont perçus par les forces politiques évoquées plus haut comme un - modeste - contre-poids face aux sunnites. Attention, je ne dis pas ici que les réfugiés chrétiens vivent dans le bonheur et la félicité mais on ne peut pas dire que leur situation est pire que celle d'une autre communauté. ■

Propos recueillis par
L.K.

témoignages « Une bombe qui tombe ne vous demande pas votre religion »

Depuis que le scandale des « visas humanitaires » a éclaté, on ne parle que d'elles : ces familles chrétiennes originaires de Syrie installées sur le sol belge n'ont pourtant pas vraiment de visage, ni de voix dans les médias. Au quotidien, elles tentent surtout d'approprier un nouveau pays, une nouvelle langue, d'abord heureuses de vivre en paix.

Youssef, ses parents, Mouna (sa mère) et Naoum (son père), et ses deux sœurs sont arrivés en 2015, dans le cadre de la première opération de « sauvetage » qui a fait venir à peu près 250 personnes d'Alep. « Mon père avait un atelier de menuiserie dans un zoning, qui a été pris par l'Etat Islamique quand ils sont arrivés à Alep, raconte Youssef, qui travaillait avec son père et suit ici une formation en alternance comme apprenti. On faisait partie des familles les plus vulnérables, c'est l'église maronite d'Alep qui nous a choi-

sis. » A l'époque, se souvient le jeune homme, cette sélection a « fait des histoires », suscité des jalousies. Mais la famille n'avait pas le temps de s'attarder : dès l'instant où ils ont su qu'ils étaient sur la liste, ils ont eu deux jours pour rassembler quelques affaires et rejoindre le Liban où ils ont pris un avion, avec plusieurs autres familles.

« Notre chance : avoir des proches ici »

En huit jours, Christine, Joseph, et leur fils, Toni (prénoms d'emprunt), ont eux aussi quitté leur vie à Alep pour poser les pieds sur le sol belge le 1^{er} avril 2017. « Nous avons une tante qui vit ici depuis 2015, raconte Toni. Elle a fait les démarches pour obtenir nos visas et quand ils étaient prêts, nous sommes allés à l'ambassade du Liban. » Christine raconte la bombe qui est tombée sur le mur de la cuisine de leur appartement, au dernier étage de l'immeuble. Toni se remémore les « au revoir »

chaque matin, quand il partait à l'université, sans savoir s'il reviendrait le soir même à la maison. Comme tout le monde, la famille cherche juste à fuir la guerre : « Notre chance était d'avoir des proches ici, comme nous en avons aussi en Allemagne, au Canada. égrène le jeune homme. On est tous éparpillés. »

Heureux concours de circonstances, Christine et Joseph ont finalement trouvé un appartement... qui appartient à l'église qui jouxte leur immeuble, dans une commune du sud de Bruxelles. La paroisse en question n'était pourtant pas active dans l'aide aux réfugiés, raconte Toni qui a étudié le français durant un an, et travaille depuis décembre dernier. C'est en épluchant les annonces sur Immobilie, et en essayant les nombreuses « coupures » de communication qui suivent les termes « réfugiés syriens » et « CPAS », que le jeune homme a

trouvé ce logement une chambre pour ses parents, avant de se dénicher un petit studio. Si la famille fréquente régulièrement les deux églises bruxelloises où se rassemblent des chrétiens d'Orient, à Crainhem et à Etterbeek, Christine et Joseph assistent aussi à la messe toute proche. Le dimanche matin, il suffit de se débarbouiller vite fait et d'y filer, mime Christine en riant. Chaque lundi, elle participe à un repas, où se rencontrent plusieurs paroissiens, surtout belges. Elle y travaille aussi comme bénévole, en plus de son implication dans l'ASBL *Convivial*, qui vient en aide aux réfugiés reconnus. « On veut vivre ici donc il faut s'intégrer, argue-t-elle. Mais quand on est triste, on a aussi besoin de voir nos amis chrétiens de Syrie, qui savent ce qu'on a vécu. »

« On est en situation de guerre et certains en profitent »

Après un séjour à Louvain-la-Neuve où une de ses sœurs s'est installée, Youssef et ses parents ont quant à eux choisi de poser leurs valises à Liège, où une communauté de Syriens chrétiens s'est rassemblée autour du Père Abdallah. La paroisse de ce prêtre syriaque installé de longue date en Belgique a mis en place un groupe de femmes, de jeunes, et organise des événements. Mouna, avec les autres mères, est allée au bowling, au cinéma voir un film libanais, tandis que Youssef fréquente plusieurs jeunes chrétiens. Naoum, le patriarche, aime surtout taper la discute entre hommes.

Dans son club de sport, Yous-

sef rencontre aussi des Arabes musulmans, notamment des Syriens. Globalement, les deux familles rencontrées ne se sentent pas favorisées par leur religion, ici : on les perçoit d'abord comme Syriens. Que des politiciens veuillent aider prioritairement des chrétiens les laisse perplexes. *« Quand une bombe tombe sur une maison, elle ne demande pas à ses habitants leur religion, plaisante Toni cyniquement. En Syrie, nous vivions avec des musulmans. Par exemple, j'étais ami avec un musulman, mon père avec son père et ma mère avec sa mère. Mais on ne s'est jamais vus en famille, parce qu'en tant qu'homme, je ne pouvais pas voir sa maman. Je*

ne dis pas que nous, c'est correct, et eux pas, mais c'est différent. Peut-être que la communauté chrétienne est plus proche de la société européenne. » Joseph, quant à lui, rappelle que si, durant 50 ans, il a côtoyé les musulmans sans problème, ceux-ci ont changé avec l'arrivée de Daesh, les traitant de « kouffar » (« mécréants ») ou leur intimant de se convertir. *« Il ne faut pas faire une différence entre chrétiens et musulmans, précise-t-il. Mais bien entre musulmans et radicaux. »*

La crise politique belge qu'a déclenchée l'affaire des visas paraît donc en réalité bien lointaine du quotidien de ces familles. A peine en ont-elles entendu parler, la barrière de la

langue freinant leur accès à l'actualité belge. Toutes deux peinent même à croire à cette affaire de corruption : *« Nous, on n'a rien payé, assure Youssef. Alors je ne sais pas si c'est vrai. »* Toni, Christine et Joseph se sentent eux aussi obligés de souligner qu'ils n'ont jamais eu vent de tels cas. Si tel est le cas, c'est « choquant », juge Joseph : *« On est déjà en situation de guerre, et certains en profitent... »* *« Mais il y a des gens qui feraient tout pour quitter la guerre et trouver un endroit sûr, calme, poursuit Christine. Pour le moment à Alep, il fait -2° et il n'y a pas d'eau ni d'électricité. Quelqu'un en Europe qui donne des visas, on dit juste merci. »* ■

ÉLODIE BLOGIE